

AVIS DE TEMPÊTES

Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale

3 – 15 mars 2018



| Le Grand Défi |

Rien de semble échapper à la reproduction sociale, rien ne semble être en mesure de s'opposer à l'éternel retour de la plus mortelle des habitudes : le pouvoir. Des grèves sauvages qui s'arrêtent après la concession de quelques miettes, des protestations populaires auxquelles manque seulement la satisfaction de leur revendication sereine pour devenir des consensus de masse, l'abstention politique qui se précipite dans les urnes à l'appel de nouveaux politiciens, des révolutions sociales triomphantes lorsqu'elles obtiennent un changement de la garde... « *Fallait-il que la routine eût de longues dents pour que nous en soyons là aujourd'hui !* » disait un vieux surréaliste.

C'est comme si toute révolte contre l'insupportable condition humaine était déchiquetée par les longues dents du vieux monde, comme si toute sa rage et son énergie étaient happées dans l'orbite institutionnelle. Cela confirmerait presque les tristes observations d'un célèbre anthropologue libertaire français, selon lequel au cours de l'histoire

le passage de la liberté à l'autorité s'est toujours effectué à sens unique, sans exception. Il n'y a pas d'alternances possibles ni de retours en arrière. Une fois établi, l'État est destiné à durer pour l'éternité. Ainsi, la seule tâche de la révolte serait de stimuler le réformisme, ouvrant la voie au gouvernement du moindre mal.

Il va de soi que ceux qui ne sont pas disposés à accepter cette résignation érudite ne peuvent que s'interroger sur la manière de briser ce cercle vicieux, sur comment interrompre cette *malencontre* dont parlait l'anthropologue. Une question énorme, peut-être insoluble, composée d'innombrables facettes. A notre avis, un des éléments à prendre en compte est l'absence de... de notre... franchement, nous ne savons pas quelle est la meilleure définition. Quelqu'un pourrait peut-être le définir comme l'*esprit du temps*, entendu comme une tendance culturelle répandue à une époque donnée. Quelqu'un d'autre appellerait probablement cela un *imaginaire collectif*, ensemble de

31/01, Gênes (Italie).
Incendie d'un relais de
téléphonie mobile en solidarité
avec un prisonnier anarchiste
(Ghespe), les compagnons
partis dans la nature, et contre
« *le petit théâtre de la justice et le
fichage génétique* ».

janvier, Fameck (France).
En trois nuits, pas moins
de douze caméras sont
discrètement saccagées parfois
à coups de barre de fer dans
cette ville de Moselle. Près de
40 000 € de dégâts pour la ville
et les bailleurs sociaux.

FÉVRIER 2018

Début février, Grèce.
En plus de rassemblements,
manifestations ou rondes à moto,
on peut noter plusieurs attaques
contre des intérêts fascistes.
31/01, Héraklion (Crète) :
attaque d'un local d'Aube Dorée
1/02, Patras : attaque du local
de Soras, leader de "Assemblée
des Grecs" et du local de l'ANEL,
parti de droite au pouvoir avec
Syriza
2/02, Athènes : attaque du
local d'Aube Dorée dans le port
du Pirée, situé au 8e étage
d'un immeuble. Tabassage
des fascistes à l'entrée et
destruction du hall. Feinte de
fuite le temps que les fascistes
descendent dans la rue, puis
charge en règle de ces derniers.
3/02, Xanthi : attaque du local
d'EAAS (Union des anciens
combattants)
3/02, Athènes : attaque de la
résidence de Mikis Theodorakis,
ex chanteur de gôche
aujourd'hui grand patriote.
4/02, Patras : attaque d'un
meeting nationaliste qui se tient
dans une auberge.

symboles, d'images et d'idées qui forment le substrat de la vie mentale. Mais nous, qui n'apprécions pas du tout la *foi* implicite dans ces deux définitions, préférons grandement soutenir la nécessité d'un *monde qui nous soit propre*, dans le sens d'un *univers mental autonome*. Nous sommes persuadés que les moments de rupture avec l'ordre dominant ne réussissent pas à durer, non seulement à cause de toutes les difficultés opérationnelles qui surgissent dans de telles circonstances, mais aussi parce que –dans la tête, dans la bouche, dans le cœur et dans les tripes des insurgés– n'existe que le monde de l'État, le seul dont tous aient eu une expérience directe, concrète, quotidienne. Un monde qui, excepté pendant la brève période d'impétuosité de la révolte, revient tôt ou tard.

L'autorité et l'obéissance ont évidemment modelé l'esprit du temps et colonisé l'imaginaire collectif. Ils représentent les pôles magnétiques de ce qu'on appelle généralement la culture, réussissant à bannir tout doute sur le fait que *ce monde* –c'est-à-dire celui où nous vivons, celui où nous sommes contraints de vivre– est le seul possible. Nous devons y croire, point final. Ce résultat n'a rien de naturel, il n'a été obtenu que récemment au terme d'un long processus de domestication sociale. A la différence d'un passé troublé par des hérésies, des utopies et des classes dangereuses, aujourd'hui aucune jungle luxuriante en marge de l'ordre civil ne le menace. A la limite, il reste un désert. Comme si en dehors de l'État et de sa vie au garde-à-vous ne pouvait pas exister tout autre chose, mais seulement rien d'autre. Le rien le plus désolant. Et comme personne n'aime vivre dans le désert, excepté peut-être quelque ermite plus ou moins digne ou plus ou moins rancunier, il va de soi que ce monde de parlements et de banques, d'usines et de bureaux, de tribunaux et de prisons, de supermarchés et d'autoroutes... a fini par devenir le seul monde et l'unique modèle à disposition de l'être humain. Tant matériellement qu'idéalement, il est perçu comme un point de référence impératif et totalisant, susceptible au mieux d'une configuration différente de ses éléments déjà présents. Si les barricades cessent de servir d'exutoire pour se transformer en tremplin vers un siège électoral, si les insurgés se retrouvent à réclamer des marchandises sans logo, de grands travaux utiles à la collectivité, le respect des droits et ainsi de suite, nous pensons que cela est en grande partie lié à un manque d'imagination.

Évidemment, ce n'est pas du tout un problème pour ceux qui pensent que l'autorité est en mesure d'accorder et de garantir la liberté (oh, trois fois rien, cela ne concerne

que la quasi-totalité de l'espèce humaine). Pour ceux-là, –au-delà du fait qu'ils donnent ou suivent des ordres–, le vrai problème est de trouver la configuration appropriée. Non, ce problème ne peut être ressenti et soulevé, discuté et affronté, que par ceux qui pensent que tout État, tout gouvernement, toute autorité sont mortels pour la liberté humaine. En d'autres termes, il n'y a que les anarchistes, avec ou sans étiquette AOP, qui peuvent et doivent s'en (pré)occuper. Mais cela n'intéresse pas beaucoup d'entre eux. Ils considèrent que c'est un faux problème, une perte de temps. Inutile de tourmenter les jours déjà peu enthousiasmants que nous devons passer sur cette terre en se posant des casse-tête insolubles, surtout quand on peut s'en remettre à la commodité du déterminisme ou à l'auto-suffisance du nihilisme.



Qu'est-ce qui crée des mondes ? Le langage. Les mots forment des idées et des concepts qui ne s'appliquent pas sur la réalité des faits, mais qui la construisent. La réalité actuelle est construite par la langue de bois du pouvoir, qui ne fait exister que ce qui rentre dans les règles de sa grammaire. En un certain sens, on peut donc dire que la réalité n'est pas seulement donnée par les objets solides qui se touchent, par des faits concrets qui se produisent, mais également par les noms et les symboles qui les définissent et contribuent à déterminer les rapports sociaux. La réalité est aussi langage. Cela ne signifie pas qu'elle soit complètement univoque, car elle reste composée d'interprétations multiples et diverses, dépendant des différents dictionnaires. Cela signifie seulement que l'existant est substantiellement donné par ce que le pouvoir permet de penser et donc de nommer, de nommer et donc de penser ; tout le reste, ce qui est sans nom et sans concept en mesure de le définir, c'est comme s'il n'existait pas. Si *organisation sociale* est synonyme d'*État* pour la très grande majorité des personnes, un peu comme *activité humaine* est synonyme de *travail*, c'est parce que le dictionnaire autoritaire remplit toute leur bouche, envahit tout leur cerveau.

Malgré les apparences, cela n'a pas grand chose à voir avec les grandes théories, encore moins avec les slogans et les phrases toutes faites. Ce qui est défini comme imaginaire collectif par exemple, se propage d'esprit en esprit non pas à travers la lecture de puissants essais ou l'écoute de doctes conférences, mais plutôt à travers les

1/02, Munich (Allemagne). Incendie de la pelleuse d'une entreprise de démolition dans un quartier en pleine restructuration urbaine.

2/02, Athènes (Grèce). Incendie du siège de l'entreprise étatique turque Istikbal, en solidarité avec les défenseurs d'Afrin. Un camion est aussi incendié devant.

4/02, Cornebarrieu (France). Grâce à la courte échelle de deux complices, un retenu parvient à s'évader du centre de rétention. Les évasions réussies dans ce centre sont plutôt rares.

6/02, Francfort (Allemagne). Un véhicule de l'entreprise de l'industrie et de la technologie militaire *Thyssenkrupp* part en fumée. Revendiqué par *Autonome Gruppen*.

7/02, Melendugno (Italie). Plusieurs matinées de suite dans les Pouilles, les camions qui se dirigent vers le chantier du gazoduc TAP sont accueillis à coups de pierres, peinture, œufs et ont leurs pneus crevés.

8/02, Trente (Italie). L'agence d'interim Adecco a ses vitres brisées. Un tag précise « *Complices du TAP et exploités* ». Le TAP est ce pipeline de gaz trans-adriatique en construction qui doit arriver dans les Pouilles.

8/02, Ligeuil (France). En Indre-et-Loire, l'église reçoit plusieurs visites saccageuses en une semaine : retable détérioré, une croix et des personnages de la crèche cassés, tuyaux de l'orgue tordus, obstrués, et son clavier très abîmé.

10/02, Trapani Milo (Italie).
Révolte de retenus dans ce
Hotspot situé en Sicile : mobilier
incendié et tentative d'évasion
d'une soixantaine de retenus.

6 et 10/02, Thouars (France).
L'église est saccagée à deux
reprises par des jeunes :
extincteurs vidés, cierges
cassés et éparpillés, vases et
bancs renversés.

12/02, Rome (Italie).
Incendie près de Ponte
Mammolo d'antennes et
relais de téléphonie mobile.
Revendiqué en solidarité avec
des anarchistes incarcérés
et « *contre la domination
technologique, en sabotant
l'aliénation causée par les
smartphone, les réseaux sociaux
et tout ce qui produit de la
socialité fictive et la misère des
rapports humains* ».

14/02, Martano (Italie).
La nuit précédant la visite
du candidat Salvini dans les
Pouilles, la vitre du comité
électoral de la Lega reçoit des
pierres et de la peinture.

14/02, Beaumont-lès-Valence
(France).
La salle des fêtes est
partiellement détruite grâce à
l'incendie d'un container situé à
l'arrière du bâtiment.

16/02, Montreuil (France).
La veille d'une manifestation
contre les loyers, les expulsions
et la prison, deux agences
immobilières perdent leurs
vitrines. Revendiqué notamment
par « *plutôt casseur que
promoteur !* ».

17/02, Guingamp (France).
La quasi intégralité des archives

bavardages de bars, les transmissions télévisées et celles sur internet. Les mutations de climat mental et moral ne se manifestent pas tant dans les discours politiques que dans les blagues de rue ; non pas tant dans les édito des médias que dans les dialogues des feuilletons et des séries. C'est une interaction complexe de forces qui pousse l'être humain vers une forme de culture qui aime se faire appeler Savoir ou Intelligence Collective quant il ne s'agit rien d'autre que d'une forme de pensée unique. Et la contribution principale de cette culture de masse est la *participation au présent* du monde. Non pas le fait de le défier, de le remettre en question, mais de le faire accepter.

Pour subvertir le monde du pouvoir, il est donc également nécessaire de subvertir son langage. De déminer notre langue des mots qui travaillent, des concepts qui obéissent, des symboles qui filent droit. D'abandonner ses lieux communs. De dégager l'État de nos veines comme de nos rêves. Le dégager aussi de notre histoire, non pas pour le remplacer par l'ignorance, mais par une autre connaissance. Si c'est uniquement la geste des rois et des papes, des princes et des empereurs qui est enseignée à l'école, c'est parce que l'Histoire doit être identifiée avec celle de la domination. Maîtres et serviteurs sont élevés au rang de modèles de référence, tandis qu'aux hors-la-loi n'est réservée qu'une mention fugace, quand ce n'est pas l'oubli le plus total. Ils sont insignifiants et négligeables.

Comment réussir à se débarrasser de l'héritage autoritaire ? Voici la difficulté. L'univers autoritaire nous a été transmis et nous réunit tous. Nous sommes nés et nous avons grandi dedans. S'en libérer ne nous condamnera-t-il pas à la solitude et à l'isolement ? Et puis, par quoi le remplacer ? L'univers est rempli de planètes et d'étoiles. Pour trouver d'autres sources de lumière que celles qui éclairent notre existence, nous devons nous armer de patience, de curiosité, et nous mettre à fouiller dans les rebus de la pensée et de l'histoire, là où gisent des constellations ignorées à cause de leur irrégularité.

Tout le monde sait qui étaient Louis XVI ou Robespierre, presque personne qui était Varlet ; tout le monde sait qui étaient Marx ou Hegel, presque personne qui était Stirner (vous dites qu'il est aussi connu ? Ok, disons alors Bahnsen) ; tout le monde sait qui étaient D'Annunzio ou Marinetti, presque personne qui était Flores. Exactement comme tout le monde sait qui étaient Voltaire ou Rousseau, mais presque personne qui était La Boétie ; comme tout le monde sait qui étaient Freud ou Jung, mais presque personne qui était Gross ; comme tout le monde sait qui

étaient Tchekhov ou Dostoïevski, mais presque personne qui était Kroutchenykh. Les étoiles que nous connaissons et qui illuminent nos pas sont seulement celles – bon gré mal gré – qu'on nous a permis de connaître. Mais il en existe beaucoup d'autres, restées dans l'ombre parce que jugées dérangeantes, car elles pourraient nous faire dévier de route. Ne serait-il pas temps de commencer à offusquer les astres chers au pouvoir, en allumant les soleils noirs de la liberté ? Il est possible de le faire dans tous les domaines, sans exception, de l'histoire à la philosophie, de l'anthropologie à l'art, de la science à la littérature (en restant toutefois attentifs à maintenir leur charge subversive bien vivante, c'est-à-dire leur exemple d'*un autre mode vie* incompatible avec celui actuel, sans tous les passer – rebelles visionnaires et poètes violents, criminels romantiques et philosophes voyous – à la moulINETTE d'une récupération qui les recracherait sous forme d'innovations hybrides de l'ordre établi). C'est un grand ouvrage qui n'a besoin ni de maîtres ni d'élèves, mais seulement d'explorateurs passionnés, chacun pouvant choisir le terrain où faire fleurir des idées dangereuses, des images fantastiques, des symboles sacrilèges. Pour renverser la tradition, pour faire chavirer l'histoire, pour saper le présent.

Mais c'est un grand ouvrage qui demande engagement, effort, dévouement, mémoire. Les autoritaires sont légion, et ils ne manquent jamais d'explorateurs en uniforme. Ils ont les compétences, ils ont les moyens. Et ils n'ont pas honte de leur monde, eux. Ils le défendent, le font connaître, l'amplifient à travers d'innombrables initiatives, ayant à leur disposition un grand patrimoine dans lequel puiser. A gauche, ils n'ont aucun embarras à citer Marx, à prétendre « sanctionner les banques » ou à diffuser des concepts comme le matérialisme dialectique. Ils construisent leur monde. A droite, ils n'ont aucun scrupule à citer Evola, à prétendre « nationaliser les entreprises » ou à diffuser des concepts comme l'amour pour la patrie. Ils construisent leur monde.

Non, la honte, l'embarras, le scrupule règnent plutôt parmi les ennemis de l'État. Exception bizarre à la règle – une règle généralement perçue comme naturelle, pas artificielle –, ils se sentent pris en défaut, snobés, mis à l'index. Ils rougissent pour citer Bakounine, ils s'excusent de leur prétention à vouloir « détruire l'existant », ils sont intimidés pour diffuser des concepts comme celui de la liberté individuelle. Peu nombreux et sans moyens, que peuvent-ils faire ? Pallier au manque de quantité par un excès de qualité ? Mais non, chérir ses propres idées, en prendre soin, les alimenter, les défendre, les enrichir, ils n'y

de la ville (documents relatifs aux mariages, naissances, pacs, bulletins de paie, des cadastres) part en fumée ou finit imbibé par l'eau des pompiers. C'est une poubelle incendiée qui a percé la canalisation de gaz, propageant les flammes au local des archives municipales.

18/02, Hambourg (Allemagne). Les vitres d'*Eurocommand* sont brisées, et de l'acide butyrique versé dans leurs locaux. Cette entreprise a fourni à l'État pendant le G20 un logiciel de surveillance aidant à la coordination des forces de l'ordre. Revendiqué par *Kommando-X*.

19/02, Grenoble (France). Une agence immobilière est défoncée, le mur à côté tagué. Revendiqué, notamment comme « *exutoire à cette colère qui nous habite matin et soir* ».

19/02, Bologne (Italie). Le siège d'*Azione Universitaria*, association étudiante liée aux groupes fascistes, reçoit des molotov. Revendiqué par *Brigata Belgrado Pedrini*.

19/02, Berlin (Allemagne). Attaque incendiaire du « *Commando de Vengeance Kendal Breizh* » contre une camionnette de DITIB (Union Turque-Islamique d'Affaires religieuses).

21/02, Nantes (France). A côté du campus, les vitres et les distributeurs de billets de la *Banque populaire* sont défoncés.

21/02, Munich (Allemagne). Une agence de la *Commerzbank* dans le quartier de Giesing a ses vitres blindées percées en cinq endroits, et sa façade couverte

de peinture, tandis qu'un tag précise « *Nous vous privons de sécurité* ».

21/02, Brême (Allemagne). Des containers à poubelles sont incendiés contre le bâtiment de l'entreprise d'armement OHB. L'incendie ne réussit pas à embraser le bâtiment, revendiqué en solidarité avec la lutte à Afrin.

22/02, Toulouse (France). Le soir suivant l'expulsion à Bure (Meuse) d'opposants à une poubelle nucléaire, une dizaine de pierres volent à travers les vitres d'Enedis. Notamment revendiqué « *pour un monde sans radiations* ».

22/02 Marchin (Belgique). Un incendie volontaire frappe les installations du géant sidérurgique Arcelor Mittal. Au cours de la nuit, un stock de palettes entreposées dans le hall numéro 3 de l'usine est incendié. Les dégâts sont toutefois restés limités.

22/02, Montpellier (France). Le *Karnaval des Gueux* laisse dans son sillage quatre flics blessés, du matériel urbain détruit et de petits incendies (poubelles, matériel de chantier).

23/02, Avignon (France). Suite à l'expulsion des opposants à la poubelle nucléaire de Bure, la permanence du député LRM est occupée et saccagée en plein jour.

23/02, Narbonne (France). La caméra de vidéosurveillance de la cité des Platanes inaugurée en grande pompe tient à peine... 12 heures. Elle

songent même pas. Trop fatigant. Il est beaucoup plus facile de trouver une bonne raison pour *ne pas* créer son propre monde. Il est beaucoup plus facile de se joindre au chœur ; il est beaucoup plus facile de se taire.

C'est ainsi que cela fonctionne. Le déterminisme enseigne que l'histoire est mue par un mécanisme objectif qui va au-delà des intentions individuelles. Peu importe qui nous sommes et ce que nous faisons, le libre arbitre n'existe presque pas. Les faits arrivent par la force de nécessités supérieures, suivant leur propre ordre progressif. Cette conviction béate et béotienne rend toute idée exprimée, tout fait accompli, complètement relatif et indifférencié.

Au fil du temps, la vieille métaphore déterministe de la *graine sous la neige* a été remplacée par celle, beaucoup plus délétère, du *fumier d'où naissent les fleurs*. Dans le premier cas, la graine de la liberté donne ses fruits *malgré* l'hiver du pouvoir, dans le second cas, la floraison de la liberté se produit justement *grâce* au fumier du pouvoir. Ce signifie non seulement qu'une chose en entraîne une autre, mais surtout que *d'une chose autoritaire naît une chose libertaire*. Dans le sillage des pontifes du socialisme scientifique, idiots jusqu'à jurer que c'est le développement du capitalisme qui rend possible le communisme, même les anarchistes se sont employés à courtiser le monde autoritaire, en faisant passer cela pour un habile détournement. En un certain sens, il s'agit d'une tare historique. A la fin du XIXe siècle, beaucoup d'entre eux reprenaient mot pour mot une grande partie des idées de Marx, en pensant qu'il suffisait d'en changer les conclusions pour les rendre digestes. N'est-ce pas un anarchiste, Emilio Covelli, qui fut en Italie le premier à citer le philosophe de Trèves ? Et n'est-ce pas aussi un anarchiste, Carlo Cafiero, qui fut dans ce pays le premier à en divulguer la pensée à travers son *Abrégé du Capital* ? Et au cours de la révolution la plus anarchiste du XXe siècle, celle d'Espagne, des anarchistes ne sont-ils pas entrés au gouvernement ? Comme s'il suffisait d'être muni de bonnes intentions pour faire basculer l'autorité vers l'anarchie, en théorie comme en pratique.

Aujourd'hui, pas grand chose n'a changé. Indisponibles, par paresse, par inaptitude ou afin de cultiver des rapports rentables, à créer un monde qui soit le leur (avec leur propre langage, leurs valeurs, leurs concepts), mais conscients de la nécessité d'en posséder un, de nombreux anarchistes s'activent pour écouler celui des autres. Parce que quand ils doivent prendre la parole rien ne leur vient en tête –et comment pourrait-il en être autrement ?–, dans leurs initiatives publiques ne vient jamais à manquer la

présence d'un intellectuel marxiste « lucide » ou d'un expert universitaire « honnête » appelé à porter un peu de lumière dans la caboche embrouillée de leurs auditeurs. A titre d'exemple récent parmi une foultitude d'autres, on a pu voir lors d'une série d'initiatives antimilitaristes anarchistes sur la Grande Guerre, l'exhumation d'un livre écrit par un conseiller municipal socialiste, alors professeur de Gramsci, publié en 1921 par le Parti communiste d'Italie (Pcd'I). Excellente proposition. Sur un tel sujet, il aurait en effet été hors de propos de dépoussiérer le livre de Galleani *Contre la guerre, contre la paix, pour la révolution sociale* ! En outre, quand on ne veut pas avoir l'air trop idéologique, il est plus avantageux et éducatif d'arroser l'idéologie des voisins qui est notoirement toujours plus verte.

Dans les années 50, cependant, de nombreux anarchistes ne voulaient pas ressembler à des censeurs. A l'époque, certains provocateurs individualistes firent remarquer l'absurdité que les premiers avaient créé : lorsqu'un anarchiste demandait la parole au cours d'une initiative organisée par les autoritaires, elle leur était régulièrement refusée. Lorsque c'était un autoritaire qui demandait la parole au cours d'initiatives organisées par des anarchistes, elle leur était non seulement accordée mais en plus –afin de leur jeter au visage la supériorité de l'éthique libertaire– elle leur était laissée à volonté. Bien entendu, la courtoisie n'était jamais réciproque, bien entendu la courtoisie était sans cesse renouvelée, et évidemment le résultat fut que chez les autoritaires on parlait toujours en faveur du pouvoir prolétarien, et que chez les anarchistes on en parlait souvent. Eh bien, quand seul l'horizon institutionnel existe, d'où pourraient bien surgir les théories et les pratiques anti-autoritaires ? Des référendums et des pétitions ? Ah oui, c'est du fumier que naissent les fleurs...

Enfin, quant à ceux qui n'ont l'intention ni de servir de mégaphone aux autoritaires ni de se doter d'une perspective autonome, il reste toujours la possibilité de se jeter dans les bras d'un certain nihilisme. Il n'existe que ce monde, et ce monde est tellement à vomir que mieux vaut le rien. Dans ce monde n'existent que nous –nous, ceux qui sont comme nous, ceux qui sont d'accord avec nous–, tous les autres s'en foutent. Fin du discours, tout le reste n'est que du bla bla. Dans ce cas, quel sens cela a-t-il de construire un autre univers mental opposé à celui de l'État ? Pour les soi-disant nihilistes, tendre le miroir de Narcisse est bien suffisant. En effet, grâce à l'absolutisme du rien, tout effort devient non seulement vain, mais qua-

est détruite dans la nuit par plusieurs coups de feu.

25/02, Athènes (Grèce).
L'entrée du siège du groupe pharmaceutique *Novartis* est attaquée : grandes baies vitrées brisées et peinture. Revendiqué par *Rouvikonas*, notamment contre le scandale local de corruption lié à *Novartis*.

25/02, Volos (Grèce).
Jets de molotovs contre la prison, revendiqué par *Bande de la Négation* en solidarité avec l'anarchiste Konstantinos Giagtzoglou.

26/02, Offenbach (Allemagne).
La voiture d'un président du parti fasciste AfD est incendiée.

26/02, Bourail (France).
En Nouvelle-Calédonie, deux bâtiments du lycée catholique sont incendiés. Celui regroupant les services de la vie scolaire, avec tous les serveurs informatiques, et celui abritant une salle d'études, le CDI et la salle des professeurs.

26/02, Athènes (Grèce).
Attaque d'un commissariat à la grenade, revendiquée en solidarité avec l'anarchiste Konstantinos Giagtzoglou.

28/02, Madrid (Espagne).
Dans le quartier de Vallekas, les vitres d'une agence immobilière sont cassées à coups de marteau. Un tag « *Guerre à la spéculation capitaliste* » est laissé.

28/02, Mülheim an der Ruhr (Allemagne).
Le *Smart Labor* de l'entreprise RWE perd ses vitres à coup de pierres (ce laboratoire au sein d'un lycée professionnel

sert à initier les élèves aux technologies des compteurs intelligents). Revendiqué en solidarité avec les 4 personnes incarcérées de la lutte de la forêt de Hambach contre RWE.

MARS 2018

1/03, Besançon (France).
Le siège d'Enedis perd plusieurs vitres, ses murs et sa façade reçoivent de la peinture. Un tag précise « *Enterrons les nucléocrates* », en solidarité avec Bure.

2/03, Grèce.
De nombreuses actions de solidarité se déroulent lors de la grève de la faim de l'anarchiste Konstantinos Giagtzoglou, qui obtiendra finalement son retour à la prison de Korydallos d'où il avait été transféré après avoir subi un tabassage.

A Athènes, un groupe de compagnons défonce les vitres sur l'artère commerciale principale, la rue Ermou. La « *Fraction anarchiste pour l'autodéfense politique* » défonce deux agences bancaires. Le « *Réseau anarchiste informel - Commando Haris Temperekindis* » brûle un véhicule de sécurité privée et balance des molotovs sur le siège central de G4S.

A Thessalonique, des barricades sont érigées au centre-ville.

Dans la même ville, les « *Travailleurs de la nuit* » brûlent un véhicule de sécurité privée et un véhicule diplomatique.

A Patras, la « *Cellule anarchiste de solidarité et de conspiration* » brûle un distributeur de billets, balance des molotovs sur un bâtiment du Ministère de l'Agriculture, casse les vitres d'un supermarché et livre aux flammes le véhicule privé d'un flic.

si suspect, presque réactionnaire. Il ne faut donc pas seulement l'éviter parce que peu conforme à sa propre attitude, mais il faut également le critiquer en tant que quelque chose de nuisible. Approfondir les connaissances théoriques dans toutes les branches ? Jamais, ce serait une forme d'intellectualisme ! Diffuser le plus possible les idées anarchistes ? Jamais, ce serait faire du prosélytisme ! Dépurer le langage de ses mots d'ordre ? Jamais, ce serait de la pédanterie ! Soigner la forme de ses propres expressions ? Jamais, ce serait tomber dans l'esthétisme ! Rappeler l'histoire des révoltes et des révolutions passées ? Jamais, ce serait jouer aux petits professeurs ! Entreprendre des luttes sociales ? Jamais, ce serait rechercher le consensus politique ! S'engager de manière continue contre des objectifs précis ? Jamais, ce serait lancer des campagnes activistes !... C'est un petit jeu amusant, il marche toujours et peut durer à l'infini... Se laver et changer de vêtements ? Jamais, ce serait un vice bourgeois ! Vivre dans de belles maisons ? Jamais, ce serait céder au luxe ! Manger de la nourriture exquise ? Jamais, ce serait jouir d'un privilège !

Une grande et belle logique, qui mène tout droit à l'apologie de l'ignorance. Ne croire en rien est en effet un parfait préambule pour ne rien dire, ne rien connaître, ne rien penser, ne rien rêver. Quant au faire, en fiers anarchistes, on peut de temps en temps prendre la liberté de quelque acte destructif (à déployer haut et fort pour montrer qu'on est vivants). Tout cela est digne et cohérent, si on veut. Mais c'est surtout maussade et ennuyeux. Comme le désert, justement.

En ce qui nous concerne, le seul rien à aimer est le rien créateur, c'est la table rase qui permet autre chose. Et cet autre chose devient risible si il se contente d'être un paillasson au milieu de la merde, ou un buisson au milieu du sable. Ce n'est quand même pas cela le monde sans État, sans autorité, sans argent, qui grandit dans nos cœurs ? Nous voulons plus, beaucoup plus.



« *L'homme ne peut construire à l'extérieur de soi que ce qu'il a avant tout conçu en son sein* », mettait en garde un homme d'étude. Pour construire un monde sans autorité, il faut d'abord le concevoir. Pas le programmer, le schématiser ou le mesurer. Non, seulement le concevoir, dans ses deux significations : le penser et le féconder. Mais pour concevoir un monde qui ne soit pas le simple reflet de celui qui nous entoure, la connaissance doit pouvoir s'élaner de manière effrénée à l'assaut des arsenaux de

la mémoire et de l'imagination pour les piller. La découverte des transgressions du passé offre des élans et des suggestions indispensables pour réussir à imaginer et faire imaginer une vie sans rapports de pouvoir dans le futur. Et vice versa. Les expériences du passé et les possibilités du futur prennent alors rendez-vous sur le champ de bataille du présent. Et c'est là que le mythe et l'utopie se rencontrent.

Bien que les deux se déplacent sur le fil de l'imagination, mythe et utopie se situent sur des versants diamétralement opposés. Le mythe est un regard tourné vers l'arrière, il fait référence à un bonheur perdu, c'est une narration de faits jamais advenus dont la fonction est d'inventer un passé légendaire afin de justifier au présent les éléments fondamentaux d'un groupe (souvent autrement intenables). L'utopie est un regard tourné vers l'avant, elle entrevoit un bonheur potentiel, c'est un lieu qui n'existe pas dont la fonction est d'évoquer un futur passionnant afin d'affirmer pour aujourd'hui les théories et les pratiques qui en découlent (souvent autrement intenables). Bien qu'il puisse paraître vraisemblable, le mythe a conscience de patauger dans la fiction. A l'inverse, bien qu'elle puisse sembler invraisemblable, l'utopie est déterminée à se tremper dans la vérité. Le mythe comme l'utopie peuvent être appréciés ou critiqués. Le premier pour son charme ou pour son artifice, la seconde pour son innovation ou pour son illusion.

Bien qu'ils naissent tous deux comme négation (de la médiocrité) du présent, aussi bien le mythe que l'utopie ne s'en extraient jamais entièrement. Le mythe offre des récits du passé qui permettent de comprendre le monde ici et maintenant ; il est « *révélation sans cesse renouvelée d'une réalité dont l'être est pénétré au point de conformer à elle son comportement* » (Leenhardt). L'utopie décrit un monde futur qui sollicite l'action ici et maintenant ; elle est « *orientation qui transcende la réalité et qui en même temps rompt les liens de l'ordre existant* » (Mannheim).

Là où l'histoire n'y arrive pas naît le mythe, cela n'a pas de sens de le critiquer sur ce point. Mais la beauté et la force des mythes ne doit pas pour autant faire tomber dans la tentation de les créer et de les utiliser à des fins politiques. Parce que ce n'est pas un hasard si le mythe a souvent été utilisé par des forces réactionnaires, tandis que l'utopie a pris pied dans celles des révolutionnaires. En tant que stimulateurs de l'imagination avec un effet actif, leur manière d'intervenir sur l'histoire est en effet complètement différente. La caractéristique du mythe est qu'il ne repose que sur le sentiment, en opposé à la raison, et qu'en ce sens il constitue un puissant moyen de

3/03, Rodez (France).

Dans l'Aveyron, le pare-brise de la voiture d'un flic garée derrière son commissariat est défoncé.

4/03, Auray (France).

L'église Saint-Gildas est en proie à dix dépôts de feu différents, des rideaux des confessionnaux à une tapisserie ou au tableau au-dessus de l'autel. Deux jeunes filles (14 et 17 ans) arrêtées et... interdites de paraître aux abords de l'église.

4/03, Leipzig (Allemagne).

L'agence immobilière RSW, connue pour ses pratiques d'expulsion brutale de locataires, perd ses vitres.

4/03, Kavala (Grèce).

Un engin incendiaire ravage une agence de la Banque du Pirée. Revendiqué en solidarité avec l'anarchiste Konstantinos Giagtzoglou par « *des individus qui se bougent différemment* ».

6/03, Berlin (Allemagne).

Incendie de véhicules des entreprises de sécurité Bosch et Tyco. Revendiqué par la *FAI/Cellule minorité violente*, notamment avec des anarchistes incarcérés en Russie, Grèce et Allemagne.

7/03, Bruxelles (Belgique).

L'unique distributeur de billets extérieur dans le triangle populaire de Molenbeek est démolé par des inconnus. Les halls de banque présentes dans la zone restent en effet fermés en dehors des heures d'ouverture pour éviter... « *le vandalisme* ».

7/03, Chambéry (France).

Le local de fachos « *Le Bastion social* » est attaqué : grille de

protection arrachée, façade maculée à la peinture et vitres brisées.

7/03, Trente (Italie).

Un engin explosif artisanal explose devant le local de *Casapound*, détruisant son entrée. Un tag précise : « *Voici le seul vote utile. Antifascisme toujours* ».

8/03, Toulouse (France).

Le cabinet d'architecte *Cardete et Huet*, travaillant entre autres à la construction de la tour d'Occitanie, perd ses vitres. Revendiqué notamment avec un « *Architectes, urbanistes, cassez vous, bim bam boum* ».

8/03, Lampedusa (Italie).

Nouvelles révoltes dans le Hotspot pour migrants en attente d'expulsion : incendie de deux chambres et manif de 150 migrants en ville.

9/03, Pamiers (France).

En Ariège, deux véhicules de GRDF sont incendiés sur le parking de l'entreprise.

10/03, Meuse (France).

Au sud de ce département où se déroule une lutte contre le laboratoire d'enfouissement de déchets nucléaires, un pylône THT est saboté par un incendie à très haute température. Celui-ci n'est pas tombé, « *mais les dommages infligés au métal devraient être suffisants pour nécessiter un remplacement* ».

11/03, Hambourg (Allemagne).

Vitres défoncées du supermarché turc *Adese*, qui avait sponsorisé un événement des *Loups Gris*. Revendiqué par *Groupe autonome*.

contrôle social. Parce qu'il est transmis par la tradition, parce qu'il opère par suggestion, il est *au-delà de la critique et de la discussion*. Un mythe on le subit, exactement comme pour la religion. Voilà pourquoi il correspond si bien aux exigences totalitaires.

C'est ce que Sorel ne comprenait pas, par exemple, lui qui défendait à des fins révolutionnaires le mythe *contre l'utopie*. A ses yeux, la puissance *incontestable* du mythe constituait un raccourci parfait pour accélérer la transformation sociale, sans lui faire perdre de temps avec des théories entièrement à démontrer. En tant que projet, l'utopie peut être soupesée, critiquée, modifiée et réfutée, alors qu'on ne peut rejeter le mythe, vu qu'il s'agit de l'obscur volonté des masses (« *c'est l'ensemble du mythe qui compte ... il est donc inutile de raisonner* »). Il définissait le mythe politique comme « *une organisation d'images capables d'évoquer instinctivement tous les sentiments qui correspondent aux diverses manifestations de la guerre engagée par le socialisme contre la société moderne* ». Les mythes « *ne sont pas des descriptions de choses* » vraies, mais « *des expressions de volontés* » d'un groupe « *se préparant à entrer dans une lutte décisive* ». Ils n'ont rien à voir avec la vérité des pensées, seulement avec la force des instincts.

Ces mots, écrits en 1906, ne parvinrent pas à déclencher la grève générale, étincelle de la révolution sociale. En échange, ils seront plutôt bien mis en pratique par les régimes totalitaires. Parce que *le sentiment, lorsqu'il est détaché de toute conscience et laissé en proie aux seuls instincts, devient facilement manipulable*. Comme l'observait Jung : « *Il n'y a pas lieu de plaisanter avec l'esprit du temps, car il constitue une religion, mieux encore une confession ou un credo dont l'irrationalité ne laisse rien à désirer ; il a en outre la qualité fâcheuse de vouloir passer pour le critère suprême de toute vérité et la prétention de détenir le privilège du bon sens. L'esprit du temps échappe aux catégories de la raison humaine. C'est un « penchant », une inclination sentimentale, qui, pour des motifs inconscients, agit avec une souveraine force de suggestion sur tous les esprits faibles et les entraîne* ».

Lorsque Mussolini se vantait : « *nous avons créé notre mythe. Le mythe est une foi, une passion. Il n'est pas tenu d'être une réalité mais il l'est au sens où il est un stimulant, où il est espoir, foi et courage* » ; lorsque Goebbels précisait : « *nous ne parlons pas pour dire quelque chose, mais pour obtenir un certain effet* » ; lorsque les fascistes exaltaient la politique comme « *audace, comme tentative, comme entreprise, comme insatisfaction de la réalité, comme aventure, comme célébration du rite de l'action* » ;

tous s'adressaient à ceux qui étaient prêts à bondir suite à ces discours, parce que réfractaires à agir suite à l'aiguillon de la réflexion. Ils s'adressaient à la masse, au peuple, à la communauté : à une main d'œuvre abrutie.

Comme beaucoup l'ont fait remarquer, c'est précisément lorsque la soi-disant crise sociale est forte (et que les ennemis sont à la porte) que le mythe politique devient prédominant sur la rationalité. Et quelle raison, quelle conscience peuvent exister aujourd'hui, à une époque de perte du langage et d'érosion du sens, de bouleversements économiques et d'exodes massifs ? Sans même prendre en compte l'indigence matérielle et intellectuelle, ou le développement technologique frénétique, avec sa rapidité et son omniprésence, qui empêche l'individu d'intérioriser et d'élaborer sa propre vision du monde, en ne lui permettant pas un choix critique indépendant et en le faisant succomber à l'hypertrophie d'une réalité environnante devenue de trop.

C'est pour cela que le récit mythopoïétique a remplacé aujourd'hui l'ancien déterminisme. Tous deux soulagent certes l'individu de la lourde tâche de connaître et de réfléchir, pour le laisser en proie à l'impératif d'un destin qui le dépasse, mais la mythopoïèse moderne a fait un saut terrifiant par rapport à celle de l'antiquité grecque. Elle ne se contente plus d'inventer des légendes sur le passé lointain, là où il est impossible d'établir une vérité historique. Non, elle transforme même les faits les plus récents en mythe, faisant ainsi de la fiction une vertu et de la vérité un vice. Depuis la scène du pouvoir, on est par exemple venu nous raconter que Sacco et Vanzetti n'avaient pas été envoyés à la chaise électrique à cause de leurs idées anarchistes, mais plutôt à cause de leurs origines italiennes. De cette manière, c'est la fierté nationale qui est stimulée, le patriotisme, et certainement pas l'hostilité contre l'État. De la même manière, des latrines du mouvement, on est par exemple venu nous raconter, que dans les années 70 il n'était pas question d'organisations politico-militaires composées de militants marxistes-léninistes, mais qu'il s'agissait plutôt de bandes de joyeux aventuriers. De cette manière, c'est l'admiration pour ceux qui ont des ambitions autoritaires qui est suscitée, et certainement pas le mépris ou la distance.

Mais en quoi le récit mythologique se différencie-t-il du révisionnisme historiographique ? Ce dernier n'est-il pas une « *narration historique à même de devenir un moment de suggestion ou de coagulation, d'élan ou de résultat,*

11-12/03, Turin (Italie).

En solidarité avec Afrin, les vitres de l'entrée de l'entreprise *Microtecnica*, fabricant de composants électroniques pour les hélicoptères utilisés par le régime d'Erdogan, sont brisées lors d'une manifestation. Le lendemain, c'est l'avion de guerre situé devant l'usine *Leonardo-Finmeccanica*, fournisseur de l'armée turque, qui est livré aux flammes.

11/03, Pessina Cremonese (Italie).

Les locaux dédiés à la recherche, ceux administratifs, le laboratoire et le local de stockage de semences du *Centre de recherches de DuPont Pioneer*, un des plus grands producteurs mondiaux d'OGM a été attaqué et complètement détruit. Le feu, initié par des molotovs, a fait son œuvre de 4h du matin à 15h de l'après-midi, causant plus de 5 millions d'euros de dégâts.

mars, Allemagne.

Suite à l'appel à attaquer les entreprises de l'armement en Europe et des intérêts de l'État turc en réponse à l'offensive à Afrin, se déroulent plusieurs attaques.

Le 11 mars, à Hambourg, le véhicule d'un nationaliste turc est incendié. A Berlin, embuscade avec des pierres d'une patrouille de flics et molotovs contre le centre de propagande de DITIB (Union Turque-Islamique d'Affaires religieuses).

A Meschede, un local des *Loups Gris* est incendié aux molotovs.

Le 12 mars, attaque incendiaire contre le concessionnaire *Autopark Gütersloh* qui sponsorise des événements de l'AKP. Plusieurs véhicules

détruits par le feu, revendiqué par «*Cellule d'action Haukur Hilmarsson*». A Hambourg, vitres brisées d'une agence de la *Commerzbank*, impliquée dans le financement de la production de blindés Leopard, vendus par l'Allemagne à l'armée turque. Le 13 mars, à Berlin un véhicule de l'entreprise de l'armement *ThyssenKrup* est incendié et des vitres de la *Commerzbank* défoncées. A Celle, pierres contre les bureaux de l'armée allemande et du parti CDU. A Hanovre, des engins incendiaires embrasent la façade de deux commerces turcs. A Soltau, plusieurs camions de l'armée allemande sont incendiés sur une base de l'OTAN. Revendiqué par le «*Groupe anti-militariste Sehid Efrin Polat*».

13/03, Gênes (Italie).

Un gros relais de téléphonie mobile, propriété de Telecom Italia, situé sur les hauteurs de Righi a été livré aux flammes. Attaque revendiquée en solidarité avec différents anarchistes incarcérés en Italie, au Chili et en Allemagne, notamment «*pour inviter tous ceux qui se sentent proches de ces pratiques à participer à la fête et à continuer d'attaquer l'appareil techno-industriel*».

14/03, Le Creusot (France).

L'étude de l'huissier de Justice Bertrand Mouries est entièrement saccagée puis incendiée. Les pompiers mettront deux heures pour éteindre le feu.

15/03, Lecce (Italie).

Le rideau et une vitre de l'agence d'interim Adecco sont soufflés. Un tag «*No Tap*» est retrouvé à côté.

pour une lecture et une vision du passé facilement utilisable sur le terrain politique ou en tout cas dans l'arène publique » ? Si on justifie le recours à la falsification, alors pourquoi se scandaliser du récit fasciste sur le massacre des *Foibe*, à la frontière entre l'Italie, la Croatie et la Slovénie ? Evidemment pas parce que leur récit est essentiellement faux, mais uniquement parce que *l'usage stratégique du mensonge* est ici mis au service de l'extrême droite plutôt que de l'extrême gauche.

Bien sûr, il est impossible de nier qu'un aspect mythologique est presque inévitable dans toute reconstitution du passé, aussi rigoureuse et précise soit-elle. La mémoire, comme la recherche historique, sont toujours partisanses, exercées par des individus en chair et en os avec leurs passions et leurs convictions. Elles sont donc sélectives et ont tendance à corriger les faits, à s'attarder sur les mérites qui leur tiennent le plus à cœur et à liquider les démerites qui causent le plus d'embarras, grossissant les premiers et diminuant les derniers. Mais si de légères exagérations, en excès comme en défaut, peuvent être compréhensibles et justifiables, ce n'est pas pour autant que leur prolifération est à apprécier et à théoriser.

Lire les nombreux textes autobiographiques de ceux qui ont combattu sur les barricades peut être exaltant, personne ne le nie. Mais les quelques livres qui ont essayé d'examiner les erreurs commises pendant les révolutions sont beaucoup plus instructifs. Les mémoires émouvants de communistes ont connu beaucoup plus de traductions et de réimpressions que le «*manuel pratique des erreurs*» rédigé par Jules Andrieu (délégué à la *Commission des Services publics* pendant la Commune de Paris, et ami de Varlin comme de Verlaine) afin d'aider à comprendre de ce qui s'était passé. Le mythe de la Commune ne perpétue pas seulement l'enthousiasme, mais aussi ses limites. Comme préambule à une future révolte insurrectionnelle, on a besoin de bien d'autre chose ; non pas de suggestion, mais de réflexion. C'est-à-dire d'une Commune sans mythe.

De la même manière, la lecture d'un livre comme celui de Vernon Richards sur les enseignements de la révolution espagnole est dans un certain sens plus nécessaire que celui des diverses biographies d'anarchistes pistoleiros et dynamiteurs. En 1956, vingtième anniversaire de la révolution espagnole et année de l'insurrection hongroise, Louis Mercier recommandait d'éviter «*les récits qui transfigurent le passé et fournissent un alibi à notre fatigue présente. Quand il ne demeure qu'images d'Épi-*

nal, la trahison de ceux qui survécurent est acquise ». Dans son refus de la légende, il affirmait que « la première tâche nécessaire à notre équilibre est de réexaminer la guerre civile sur pièces et sur faits et non d'en cultiver la nostalgie par nos exaltations. Tâche qui n'a jamais été menée avec conscience et courage, car elle eût abouti à mettre à nu non seulement les faiblesses et les trahisons des autres, mais aussi nos illusions et nos manquements, à nous, libertaires ».

Aujourd'hui, les récits légendaires n'infestent pas seulement ce qui s'est passé il y a un siècle ou quarante ans, mais également ce qui s'est passé hier ou avant-hier. La fantaisie au service des mensonges, en guise de baume pour la banalité contemporaine, et son cortège d'illusions et de manquements. Nier la réalité des faits en l'engloutissant dans une foi confortable et flexible qui n'admet pas de discussions, mais seulement des prières quotidiennes. Qui profite de tout cela ?

Des leaders démocratiques (qui en même temps peuvent n'avoir jamais été élus) jusqu'aux petits leaders révolutionnaires (qui en même temps peuvent être des indicateurs de police [comme certains du mouvement No Tav]), en passant par leurs supporters et porte-serviette respectifs, il existe toute une foule d'ânes qui ont besoin de (se la)raconter et d'éviter toute critique. Il suffit de promouvoir des lois pour piailler que la reprise est là (et à bas des « oiseaux de mauvaise augure ») ; il suffit d'organiser des initiatives pour communiquer que la lutte est là (et à bas les « hypercritiques »). C'est comme cela qu'une succession de bassesses et d'ambiguïté, d'intrigues et d'aberrations, de vanités et d'hypocrisies peuvent apparaître comme une ligne fabuleuse à suivre.



Un défi à la misère du présent, plutôt que son édulcoration affabulatrice. Une pensée pour soulever les faibles et menacer les

puissants, plutôt qu'une suggestion pour entraîner les premiers et remplacer les seconds. L'utopie est l'exact opposé du mythe. Elle formule un projet, elle est l'expression d'une volonté consciente et réfléchie, elle se met à l'épreuve des faits, elle se soumet à la critique et au débat. Elle ne mystifie pas la vérité, elle la cherche. L'ivresse de sa séduction accompagne la validité de sa raison, elle ne s'y substitue pas.

Une fois créée dans son propre esprit, l'utopie commence à examiner les pensées et les actions. Elle devient éthique. Elle ne se contente pas du confort de la vraisemblance, elle exige la tension de la conscience. Parce que l'utopie ne tombe pas du ciel ou ne jaillit pas de la terre, déjà toute faite. Ce n'est pas le destin inévitable qui nous attend. On la construit. Pour la réaliser dans l'histoire, il faut l'incarner dans sa propre vie. On n'arrive pas à l'utopie à travers le réalisme, on n'arrive pas à la liberté à travers l'autorité. Avec un mythe bâti de mots et diffusé à travers la presse et la radio, une poignée d'ingénieurs des âmes a fait marcher au pas de l'oie les populations de la moitié de l'Europe. Aujourd'hui, avec un mythe constitué principalement d'images diffusées par la presse, la télévision et internet, des bataillons d'ingénieurs de l'âme pourraient faire faire la danse de la vermine à l'humanité toute entière. Contre le mythe, l'utopie a besoin que tous soient conscients. Conscients des fins à atteindre ainsi que des moyens à utiliser – de la musique des idéaux comme des marteaux matériels. Tout cela, en plus de ne pas être réaliste, n'est certainement pas actuel. Mais l'actualité est quelque chose que seul le public suit. En dehors du public, on la crée.

Finimondo,
2 juin 2016
(traduit de l'italien)

| Données capitales |

Début janvier 2018, la presque totalité du réseau de Proximus, le plus grand opérateur de télécommunications de Belgique, est tombé en panne. Plus de télévision digitale, et de grosses difficultés d'accès à internet. La panne a duré plusieurs jours. Très avare en informations, Proximus finira par annoncer sommairement qu'il s'agissait d'une « *coupure de courant dans un centre de données à Bruxelles* », précisant encore que les groupes électrogènes d'urgence ne se sont pas mis en route pour parer au manque de courant.

Cela rappelle un autre cas. En novembre 2017, peu après 7h du matin, le centre de données d'OVH, leader européen de l'hébergement internet, a soudainement perdu ses deux alimentations à Strasbourg. Les deux câbles électriques, de 20 kVA chacun, ne donnaient plus de jus. EDF qualifiera sommairement la coupure comme « *un défaut sur les câbles souterrains* ». Les deux groupes électrogènes présents sur le site du centre de données, qui auraient dû démarrer immédiatement pour prendre le relais d'EDF, sont restés désespérément à l'arrêt. Cette panne a rendu inaccessibles des millions de pages internet, dont celles des grands noms des médias, du e-commerce, des banques, ... et a duré encore plus longtemps à cause d'un « *bug informatique* » qui a coupé toutes les connections avec les autres centres de données d'OVH, situés à Roubaix.

Alors, *curiosité oblige*, surtout quand on considère combien l'économie, les institutions ou l'industrie du spectacle ne sauraient fonctionner sans être « connectés » en permanence, que sont donc en réalité ces désormais indispensables centres de données, ou *data center* en anglais ?

Avec l'explosion d'internet et des bases de données numériques, nombre d'entreprises et d'institutions ne pouvaient plus

compter sur leurs propres serveurs, installés au sein de leurs sites, pour stocker toutes les données et garantir ainsi tant le fonctionnement numérique interne à la structure que l'accès externe pour leurs clients, fournisseurs, sites de production ou de stockage, sans compter leurs flux d'échanges financiers. C'est ainsi que des centres de données, des sites dédiés au stockage numérique, ont vu le jour. Si certaines grandes entreprises disposent de centres entièrement à elles, comme Google, Amazon ou Facebook, la plupart des autres entreprises et institutions font appel à des centres de données extérieurs. En effet, vu l'augmentation du flux de données, on pourrait dire que toute entreprise de taille moyenne et plus a désormais recours à ce genre de service. Pour ce qui est des centres de recherche, des universités et des grandes écoles, elles disposent doré et déjà de leur propre centre situé sur les campus, tout en sachant que l'Etat français vient en plus de lancer en 2017 un appel d'offre pour créer 13 data centers régionaux et 4 data centers nationaux dédiés spécifiquement aux activités universitaires.

Un centre de données se présente donc comme un lieu où se trouvent différents équipements électroniques, des ordinateurs, des systèmes de stockage et des équipements de télécommunications. Et juste pour avoir une idée, on dénombre en France environ 190 de ces centres*.

Si auparavant les données d'une entreprise ou d'une institution étaient préservées dans des caves sous forme de tonnes d'archives papier, et que leurs secrets se gardaient dans un coffre-fort, toutes se trouvent aujourd'hui (majoritairement) dans des banques de données numériques, situées physiquement dans ces centres de données. Pas de surprise alors que ces structures,

disséminées à travers tout le territoire, ne fassent pas une grande publicité de leur existence. Sur place, à l'exception des plus connues, on ne trouvera souvent qu'une toute petite indication du nom de l'entreprise qui gère le centre, et ne comportant généralement pas la mention « *centre de données* ». S'il s'agit de la plupart du temps de constructions relativement grandes, en béton, avec pas ou très peu de fenêtres, certains de ces centres ont aussi été aménagés dans des anciennes galeries de mine, des bunkers de l'armée, des champignonnières, de vieilles forteresses, des caveaux d'églises abandonnées, voire sur un étage dans un immeuble ou tout en haut d'une tour de bureaux. Notons encore qu'il existe aussi des centres de données modulaires, aménagés dans des conteneurs, qui peuvent être déplacés ou installés rapidement.



Les centres de données ne peuvent pourtant pas être construits n'importe où, principalement pour trois raisons : ils ont besoin d'une connexion physique à Internet, d'une importante alimentation électrique (l'ensemble des 200 centres situés en France consomment déjà plus de 3% de l'électricité du pays – une tranche nucléaire –, avec une estimation de 15% d'ici dix ans) et de la disponibilité d'une source de refroidissement, en général avec de l'eau. Remarquons que ces trois éléments ne sont pas des éléments qui se trouvent uniquement sur le site même du centre, mais qu'ils doivent être acheminés vers lui : câbles en fibre optique, câbles d'électricité et tuyaux d'eau (souvent pompée d'un fleuve ou d'un lac situé à proximité).

Vu leur importance stratégique, les centres de données sont des lieux très sécurisés. Parcourons-en rapidement quelques éléments clé dont ils sont souvent – pas toujours – équipés :

* Protection du site : vidéosurveillance, détecteurs de mouvement, présence d'un

vigile ou alerte vers une société de sécurité privée, enceintes, des murs résistants à l'explosif, limitation du nombre de vitrages (et s'il y en a, en verre anti-déflagration et donnant seulement sur les parties administratives et d'accueil du centre), détecteur de métaux et scanners infra-rouge à l'accueil.

* Sécurisation d'accès au site et à l'intérieur du centre : identification de tout visiteur ou employé par badge, et presque toujours par empreinte digitale, par la rétine ou l'iris de l'œil. Sas de sécurité, zones d'accès restreint, portes coupe-feu, système anti-incendie par micro-gouttelettes ou gaz inerte.

* Redondance (capacité de continuer à fonctionner en cas d'incident) : groupes électrogènes d'urgence et onduleurs avec batteries massives, deuxième système de climatisation d'urgence, au moins doublage de tout ce qui vient de l'extérieur en termes de câbles d'alimentation électrique en moyenne tension, de fibres optiques et acheminement d'eau pour le refroidissement.

Concernant les liaisons en fibre optique, celles-ci sont donc au moins doublées (pour garantir une redondance) et suivent deux trajets géographiquement distincts. Il s'agit souvent de liaisons dédiées, donc utilisées uniquement par le centre de données, reliant ce dernier aux structures de distribution de l'internet.

Une seule entreprise au monde, *Uptime Institute*, est accréditée pour délivrer une certification des centres de données. Il existe quatre catégories :

* *Tier I* : Infrastructure non redondante, une seule alimentation électrique, climatisation non redondante.

* *Tier II* : Les éléments de production de froid ou d'électricité sont redondants, mais la distribution d'électricité et de froid n'est pas redondante.

* *Tier III* : Tous les composants sont maintenable sans arrêt de l'informatique.

* *Tier IV* : Tolérance aux pannes. Aucune panne n'arrête l'informatique (réponse automatique). Absence de SPOF (*Single Point*

of Failure, un point qui peut à lui seul causer une paralysie).

En février 2015 au Danemark, un centre de données modulaire de RemTech a été ciblé par une attaque incendiaire. Les assaillants ont pénétré dans le module et y ont aspergé une importante quantité de liquide inflammable. Pendant 60 minutes, le feu a fait rage, détruisant tous les câblages ainsi que la pièce dédiée à l'alimentation électrique. Par contre, les serveurs mêmes, installés dans une pièce construite avec des matériaux anti-inflammables, n'ont pas été endommagés. Le feu a littéralement ravagé tout ce qui se trouvait autour de cette pièce coffrée. Si ce data center n'a physiquement pas perdu ses archives, elles ont en tout cas été indisponibles pendant plusieurs jours.

Notons cependant pour compléter ces informations sommaires qu'il existe actuellement deux systèmes techniques de climatisation pour refroidir les ordinateurs et les serveurs (produisant facilement une chaleur de 70 degrés lorsqu'ils ne sont plus refroidis) et maintenir la température ambiante à l'intérieur de ces chambres fortes autour de 20 degrés. L'un consiste à les réfrigérer avec d'énormes quantités d'eau qui passent à l'intérieur du centre. L'autre système, dénommé « air cooling », utilise uniquement de l'air, acheminé par de grands ventilateurs, souvent installés sur les toits de ces bâtiments.



En 1891 paraissait en français un curieux petit ouvrage. Portant comme seule mention « Imprimerie Internationale Anarchiste, Londres », son titre était pour le moins évocateur : *L'indicateur anarchiste*. La petite brochure n'était pas une dénonciation d'espions, ni une mise en garde contre les infiltrations et les mouchards, mais un manuel pour fabriquer des engins incendiaires, des bombes et des munitions. *L'indicateur anarchiste* ne se contentait pas d'expliquer

les *comment* de la cuisine subversive, mais offrait aussi, comme son nom le laisse entendre, des suggestions sur ce qu'il y avait à faire. Dès maintenant, mais aussi afin de précipiter l'insurrection et de brûler les ponts avec le vieux monde lorsque la rupture sera sur le point de déchirer la société. C'est ainsi, immanquablement, que *L'indicateur anarchiste* attirait l'attention des anarchistes sur la « mémoire » de la domination, une mémoire sur papier conservée soigneusement dans les archives, comme pilier de l'ordre constitué.

Écoutons la voix détonante de cette brochure: « *Brûlez toutes les paperasses administratives, partout où elles se trouvent. Au feu, les titres de propriété, de rente, d'actions, d'obligations, les hypothèques, les actes notariés, les actes de société, etc. Au feu, le grand livre de la dette publique, ceux des emprunts commerciaux et départementaux, les livres de banques, de maisons de commerce, les billets à ordre, les chèques, lettres de change, etc. Au feu, les papiers de l'état-civil, du recrutement, de l'intendance militaire, des contributions directes et indirectes. Au feu, ces papiers malsains, titres d'esclavage de l'humanité...* »

Quand on sait que les data centers sont vitaux pour l'économie et le commerce, mais qu'ils sont également devenus cruciaux pour les archives de la domination du 21e siècle (l'Etat détruit nombre de documents originaux après leur numérisation et les conserve souvent uniquement sous forme de données lorsqu'ils ont été directement produits de la sorte), la curiosité devient facilement un peu plus qu'un *vilain défaut*.



* A titre d'exemple, *Online*, la filiale cloud d'Iliad (une des plus grosses au niveau mondial), possède seulement quatre datacenters (deux à Vitry-sur-Seine, un à Paris-Porte de Versailles et un à Amsterdam), et se prépare à en ouvrir un cinquième au second trimestre 2018, de 10 000 m² et 22 MW à Saint-Ouen-L'aumône.

| Ci-gît un cadavre |

Après des années de lutte, l'État français a officiellement annoncé le 17 janvier 2018 l'abandon du projet de construction d'un nouvel aéroport sur le site de Notre-Dame-des-Landes, au profit de l'agrandissement de celui déjà existant en périphérie de Nantes. Enfin, on allait voir toute la portée du fameux « *et son monde* », brandi comme un totem rassurant et quasi autoréalisateur au sein de la lutte, afin que l'enjeu ne se réduise pas à la simple défense d'un territoire en danger, mais alimente une critique contre tout ce qui permet à ce genre de nuisance d'exister. Les occupants allaient-ils donc poursuivre leur combat en le prolongeant au nouvel emplacement désigné, au nom du *Ni ici ni ailleurs* ? Allaient-ils l'étendre à d'autres nuisances d'envergure, comme par exemple celles liées à Nantes métropole (Technocampus Alimentation, zac de Pirmil-Les Isles, construction d'une nouvelle prison au Bouguenais, installation de 95 caméras de vidéosurveillance avec création d'un *Centre de supervision urbain* reliant Nantes, Rezé et Vertou...), ou encore celle du mégaprojet de 80 éoliennes offshore au large de Saint-Nazaire ? Il est certainement trop tôt pour imaginer quels nouveaux horizons de *lutte* vont être embrassés, tant le « *et son monde* » est vaste, mais par contre, ce que l'on sait déjà, est comment la victoire a été fêtée sur place.

Du 22 au 25 janvier, à la demande expresse de l'État qui avait fixé ce préalable à la poursuite des négociations sur le devenir des terres occupées, les composantes citoyennistes et autoritaires de la ZAD ont entrepris de débarrasser la route qui traverse la zone de ses chicanes de protection, mais aussi de dégager *manu militari* les deux cabanes collectives qui empiétaient un peu trop sur la route. Leur sale besogne de maintien de l'ordre effectuée contre les habitants qui s'y étaient installés ou s'en servaient, ils

ont rendu le contrôle de la D281 au pouvoir –curieuse pratique d'autogestion pour un « *territoire libéré* »–, afin que ce dernier puisse débroussailler les fossés et buser les entrées de champs sous bonne escorte, mais aussi y faire parader la préfète devant les caméras.

Les comités de soutien, en veille permanente depuis l'Opération César en 2012 avaient juré, craché et même planté des bâtons, qu'en cas d'expulsion forcée de cabanes ou d'arrivée conséquente de flics sur la ZAD, on allait bien voir ce qu'on allait voir. Certes, mais la petite clause en corps 6 tout en bas de la grande feuille de route collective, stipulait que le tocsin ne sonnerait que si les uniformes étaient bleus, pas jaunes ou noir quechua. Car c'est bien un ramassis d'associations philo-étatiques, de troupiers aux relents léninistes et d'adeptes d'un parti peu imaginaire qui ont ouvert la voie à une nouvelle occupation policière qui dure depuis maintenant six semaines (jusqu'à 30 fourgons de gendarmes mobiles), avec prises d'images vidéo, fichages d'identité, harcèlement et surveillance par drone, fouilles de véhicules et de lieux de vie, et tout cela au beau milieu de la ZAD.

La destruction de cabanes de zadistes trop rebelles aux diktats de l'État comme aux injonctions des petits entrepreneurs de la lutte pour faire place nette aux flics, qui fut le prix à payer de cette tentative de cession de la zone entre autorités des deux côtés de la barricade, n'est pas un banal épisode de conflit interne, mais appelle quelques réflexions sur la question de l'auto-organisation et de ses perspectives.

Un des problèmes classiques qui se pose à toute lutte de site est celui de son projet même, celui de la tension entre occupation ponctuelle destinée à s'auto-organiser pour partir à l'assaut du monde qui l'entoure au milieu de mille autres initiatives décentra-

lisées, et installation permanente qui finit par concentrer des forces ordinairement incompatibles en se projetant comme îlot expérimental d'alternatives plus ou moins radicales. Un jour ou l'autre, cette contradiction intenable entre *alternative dans* et *offensive contre* l'existant finit par éclater au grand jour, que ce soit lorsque la pression policière s'accroît (avec les traditionnelles distanciations médiatiques d'attaques et dénonciation des radicaux), ou à l'inverse sous le poids de la possibilité négociée de normalisation (avec le traditionnel nettoyage des éléments incontrôlés).

Ce qui est remarquable dans ce qui vient de se passer avec la lutte de Notre-Dame-des-Landes, ce n'est donc pas tant que les citoyens n'aient même pas attendu une semaine pour littéralement trinquer avec la préfète et le général d'armée directeur de l'ensemble de la gendarmerie, mais que se soient précisément les partisans inconditionnels de la composition *avec tous* qui aient été la veille parmi les plus zélés à détruire une des deux cabanes et à en expulser ses occupants montés sur le toit. Lorsque *composer* signifie négocier avec l'Etat aux côtés de syndicats et d'élus, lorsque *composer* signifie à un moment crucial de la lutte choisir le camp de l'ordre face aux minorités rétives à toute normalisation, cela ne fait en réalité que révéler le véritable sens de ce mot élastique : la *collaboration avec le pouvoir en place*. Ce type de convergence de fait entre pouvoir et contre-pouvoir, entre constituants et destituants, n'est pas le simple résultat d'une situation d'urgence ou de panique, mais bien la conséquence d'une logique présente dans le concept même de *composition*. Permettant aux autoritaires de tous bords de s'arranger entre eux lorsqu'il le faut, il fonctionne naturellement aussi aux dépens des anti-autoritaires dont les états d'âme sont trop exigeants et pas assez réalpolitik.

Structurellement, le concept de *composition* n'est en effet rien d'autre que la déclinaison en interne du principe militaire d'*alliance* vers l'extérieur. Si le second s'applique

entre ennemis hier encore irréconciliables et demain à nouveau en guerre, le premier concerne de son côté des adversaires au sein d'un même camp, capables d'y cohabiter sans se détruire ou s'exclure en mettant de côté leurs visions opposées pour concentrer provisoirement leurs forces face à un ennemi commun. Dans les deux cas, cela présuppose une remarquable capacité à éradiquer l'unicité de chaque individu et la singularité de ses idées, tout comme la multiplicité de leurs associations possibles, afin d'entraîner des troupes variées pour qu'elles marchent d'un même pas au service d'une entité supérieure (le parti, l'assemblée, le collectif, le peuple, le mouvement de lutte).

Au-delà du fait qu'Untel soit sympathique ou pas, la composition est une logique de fond qui bannit toute *éthique* au profit des calculs de la *politique*. C'est une technique alternative de gestion de l'ordre et d'organisation de la confusion pour tenter de neutraliser les antagonismes irréductibles qui peuvent couvrir au sein des luttes : entre aménagement et destruction de l'existant, entre négociation avec le pouvoir et action directe contre lui, entre contre-expertise scientifique et refus de la spécialisation comme de la délégation, entre acceptation de partis et syndicats et auto-organisation sans médiation, entre présence des journalistes et refus de toute représentation, entre autorité et liberté. Ce n'est donc sans doute pas un hasard si le mode de la *composition* sied particulièrement bien aux autoritaires, avec leur notion quantitative d'une force concentrée et plus manœuvrable plutôt que disséminée et plus autonome, avec leur sens tactique du vent et surtout avec leur obsession à délier les moyens des fins (d'où par exemple leur absence de scrupule à utiliser les professionnels du mensonge de masse pour délivrer leur message ; leur facilité à déclarer une chose face à la justice et *son contraire* face à leurs soutiens solidaires ; ou leur habileté à prendre langue avec la gauche du pouvoir). Dans cette logique de comptable, il n'est de toute façon

plus question de perspectives autonomes et d'idées subversives à défendre ici et maintenant en les incarnant dans sa vie même, mais seulement de *situations stratégiques* à organiser et à gérer, voire à discipliner et à rendre gouvernables, au nom bien sûr de l'efficacité de la lutte, dont quelques êtres forcément éclairés détiennent les clés. Dans cette logique de décisions majoritaires, de compromis tactiques et de communs supérieurs, il est bien sûr encore moins question de vastes constellations de groupes affinitaires auto-organisés de façon informelle, donnant à la force une dimension *qualitative* et dissonante. Une dimension à même de faire vibrer pleinement le fameux « *et son monde* » dans une perspective anarchiste, avec d'un côté une critique révolutionnaire qui essaye d'englober tout ce qui permet à la nuisance en question d'exister, et de l'autre une méthodologie qui tente de nourrir les hostilités afin que du cadre initial de la lutte, une nuisance particulière, puissent exploser des moments insurrectionnels qui la dépassent.

Bien que la mémoire tende ces derniers temps à être ensevelie sous l'afflux de communiqués victorieux promettant en sus l'entrée des terres occupées dans le carcan de la loi, nul ne peut cependant oublier que c'est avec d'autres perspectives en tête que nombre d'attaques et de sabotages ont pu fleurir dans le coin *contre le monde de l'aéroport* (sans parler des dizaines d'actions solidaires ailleurs ou des périodes d'affrontements avec la flicaille), et ce dès le début offensif de la lutte.

Ainsi en fut-il avec l'opposition aux travaux préliminaires (piquetages et forages géotechniques, aménagement de voies d'accès) ou aux huissiers dès 2010, avec l'occupation-saccage d'une partie de l'aéroport actuel de Nantes Atlantique au Bouguenais en juillet 2011, avec le sabotage du chantier d'extension de la quatre voies Sautron/Vigneux-de-Bretagne en mai 2012, avec l'incendie d'engins du tram-train à Nort-sur-Erdre en novembre 2012, avec l'incendie de

la voiture du vigile de Vinci à Fay-de-Bretagne en novembre 2012, avec le sabotage à la masse de sept poteaux électriques sur le tracé du futur barreau routier en mars 2013, avec le sabotage à trois reprises du relais de téléphonie mobile à Vigneux-de-Bretagne en juillet, septembre et octobre 2014, ou avec le saccage de la station Total à Temple-de-Bretagne en février 2016. Plus récemment aussi, ces possibilités ont pu déployer leurs ailes pour attaquer biologistes (venus étudier le triton marbré à Vigneux-de-Bretagne, en avril 2015), riverains collabos (hangar et réserve de paille d'un agriculteur hostile incendiés à Vigneux-de-Bretagne en novembre 2012, saccage de la maison des époux Lamisse en janvier 2016 à Notre-Dame-des-Landes), journaflics (voitures de France 3 à la barre de fer en octobre 2016), ou politiciens (voitures de France Bleu Loire Océan et Mélenchon souillés avec de la merde en mars 2017).

Pour aménager des niches au sein de l'existant, l'option réformiste est sans doute la meilleure, et les partisans de la conflictualité alternée disposent d'une longueur d'avance historique en matière d'intégration et de récupération des luttes. Quant aux autres, il reste toujours un monde entier à attaquer, dans lequel les possibilités affinitaires autonomes expérimentées au grand dam des compositeurs et de leurs alliés à partir et autour de la lutte contre cet aéroport, sont toujours vivantes.

A Notre-Dame-des-Landes gît un cadavre : celui d'une *composition* en bonne et due forme qui a définitivement explicité, une fois mise au pied du mur, à la fois *avec qui* (l'État) et *contre qui* (les incontrôlés) elle souhaitait bâtir son petit monde opportuniste, mais aussi quel était le prix à payer lorsqu'on laisse politiser en paix les autoritaires organisés de façon plus ou moins visible. C'est une bonne nouvelle, car l'odeur toujours plus insupportable de ce cadavre ouvre mille autres chemins. Vers une liberté en actes, cette fois.



| L'esprit de révolte |

Lorsque nous étudions chez nos meilleurs historiens la genèse et le développement des grandes secousses révolutionnaires, nous trouvons ordinairement sous ce titre : « *Les Causes de la Révolution* », un tableau saisissant de la situation à la veille des événements. La misère du peuple, l'insécurité générale, les mesures vexatoires du gouvernement, les scandales odieux qui étalent les grands vices de la société, les idées nouvelles cherchant à se faire jour et se heurtant contre l'incapacité des supôts de l'ancien régime, rien n'y manque. En contemplant ce tableau, on arrive à la conviction que la Révolution était inévitable en effet, qu'il n'y avait pas d'autre issue que la voie des faits insurrectionnels.

Prenons pour exemple la situation d'avant 1789, telle que nous la montrent les historiens. Vous croyez entendre le paysan se plaindre de la gabelle, de la dîme, des redevances féodales, et vouer dans son cœur une haine implacable au seigneur, au moins, à l'accapareur, à l'intendant. Il vous semble voir les bourgeois se plaindre d'avoir perdu leurs libertés municipales et accabler le roi sous le poids de leurs malédictions. Vous entendez le peuple blâmer la reine, se révolter au récit de ce que font les ministres, et se dire à chaque instant que les impôts sont intolérables et les redevances exorbitantes, que les récoltes sont mauvaises et l'hiver trop rigoureux, que les vivres sont trop chers et les accapareurs trop voraces, que les avocats de village dévorent la moisson du paysan, et que le garde champêtre veut jouer au roitelet, que la poste même est mal organisée et les employés trop paresseux... Bref, rien ne marche, tous se plaignent. « *Cela ne peut plus durer, ça finira mal !* » se dit-on de tous les côtés.

Mais, de ces raisonnements paisibles à l'insurrection, à la révolte, il y a tout un abîme, — celui qui sépare, chez la plus grande partie de l'humanité, le *raisonnement* de l'*acte*, la *pensée* de la *volonté*, du besoin d'agir. Comment donc cet abîme a-t-il été franchi ? Comment ces hommes

qui, hier encore, se plaignaient tout tranquillement de leur sort, en fumant leurs pipes, et qui, un moment après, saluaient humblement ce même garde champêtre et ce gendarme dont ils venaient de dire du mal, — comment, quelques jours plus tard, ces mêmes hommes ont-ils pu saisir leurs faux et leurs bâtons ferrés et sont-ils allés attaquer dans son château le seigneur, hier encore si terrible ? Par quel enchantement, ces hommes que leurs femmes traitaient avec raison de lâches se sont-ils transformés aujourd'hui en héros, qui marchent sous les balles et sous la mitraille à la conquête de leurs droits ? Comment ces *paroles*, tant de fois prononcées jadis et qui se perdaient dans l'air comme le vain son des cloches, se sont-elles enfin transformées en *actes* ?

La réponse est facile.

— C'est l'*action*, l'action continue, renouvelée sans cesse, des minorités, qui opère cette transformation. Le courage, le dévouement, l'esprit de sacrifice, sont aussi contagieux que la poltronnerie, la soumission et la panique.

Quelles formes prendra l'agitation ? — Mais toutes les formes, les plus variées, qui lui seront dictées par les circonstances, les moyens, les tempéraments. Tantôt lugubre, tantôt railleuse, mais toujours audacieuse ; tantôt collective, tantôt purement individuelle, elle ne néglige aucun des moyens qu'elle a sous la main, aucune circonstance de la vie publique, pour tenir toujours l'esprit en éveil, pour propager et formuler le mécontentement, pour exciter la haine contre les exploiters, ridiculiser les gouvernants, démontrer leur faiblesse, et surtout, et toujours, réveiller l'audace, l'esprit de révolte, en prêchant d'exemple.

Pierre Kropotkine,
Le Révolté, 14 mai 1881 (extrait)

